

Schröder les pieds dans le plat
Michel Husson
Rouge n°2096, 27 janvier 2005

Dans *Le Monde* du 19 janvier, le chancelier allemand Gerhard Schröder vient d'exposer les motifs d'une « nécessaire révision du pacte européen de stabilité ». Cette intervention vise à peser sur la discussion en cours à propos de l'adaptation du Pacte « stupide » qui sanctionne tout pays dont le déficit budgétaire dépasse la barre de 3 % du PIB. Elle n'a pas été appréciée par les défenseurs de l'orthodoxie, à commencer par la *Bundesbank* (la Banque centrale allemande) qui pense que « le pacte ne serait pas renforcé par les changements proposés, mais affaibli de manière décisive ».

Mais cela ne veut pas dire que Schröder va dans le bon sens. Certes, il a raison de dire qu'« en appliquant mécaniquement le pacte de stabilité, de nouvelles mesures aux effets restrictifs ont été recommandées du côté européen, qui ont retardé la reprise économique et, par conséquent, menacé une consolidation durable » ; il propose donc que le Pacte prenne en compte la conjoncture, et c'est raisonnable. Il demande aussi que soit pris en considération le coût de la réunification allemande et en prend immédiatement prétexte pour sortir la grosse artillerie contre toute nouvelle hausse du budget européen, qu'il voudrait au contraire voir réduit d'un quart.

Mais il a surtout le culot d'invoquer les « réformes », en l'occurrence l'*Agenda 2010* qui est un ensemble impressionnant de mesures de régression sociale visant la protection sociale, le marché du travail et la fiscalité. Certes, ces mesures auront - promet le chef du gouvernement rose-vert - un effet favorable à moyen terme mais elles pourraient bien, dans l'immédiat, « ralentir la croissance ou augmenter le déficit ». Le masque tombe : il ne s'agit pas d'opposer à la stupidité du Pacte d'autres priorités, mais de conserver au budget de l'Etat les marges de manœuvre nécessaires au financement des réformes anti-sociales.

Cette prise de position vient à point nommé pour éclairer le débat sur le Traité constitutionnel. Celui-ci incorpore le Pacte de stabilité tel qu'il est, et l'on ne peut que constater la duplicité des partisans d'un oui « de gauche » (des deux côtés du Rhin) qui appellent à voter pour un texte dont ils contestent par ailleurs le bien-fondé. Mais la démonstration va encore plus loin : ce qui est en train d'être discuté est d'ores et déjà plus dur que ce qu'il y a dans le Traité. On s'achemine vers un renforcement du rôle de gendarme de Commission et vers un refus systématique, que Schröder partage, de toute idée de « gouvernement économique ».

Tout cela permet de mieux mesurer la vacuité de l'argument absurde selon lequel il faut voter pour le Traité, pour pouvoir l'améliorer ensuite. L'Europe dont nous avons besoin ne peut se construire dans des tractations diplomatiques, même mieux inspirées que celles de Schröder. La chape institutionnelle est tellement pesante que seul l'électrochoc du « non » peut la fissurer. C'est pourquoi les mobilisations prévues le 19 mars à Bruxelles, à l'occasion du prochain sommet européen, seront une échéance importante.